

COMMUNIQUE DE PRESSE SUR SITUATION MREAL ALIZAY

Je viens d'apprendre que la direction de l'entreprise MREAL avait lancé une procédure de plan dit social dans son usine d'Alizay.

Pour avoir participé au travail du collectif de maintien et de développement de ce site animé par Gaétan LEVITRE, conseiller général et maire d'Alizay avec les organisations syndicales, avoir pris connaissance et soutenu leurs propositions concrètes pour le redémarrage urgent de la production de pâte à papier, après les avoir soutenus devant le commissaire dit de la réindustrialisation et le Secrétaire Général des Affaires Régionales en Préfecture de région, puis devant le sous-préfet des Andelys, cette annonce est une véritable provocation pour les salarié-e-s d'abord et un affront pour toutes celles et tous ceux qui, dans cette région de l'Eure déjà terriblement touchée par le chômage, croient encore aux vertus républicaines de la concertation.

Personne ne peut que croire que ces gens-là, hautement responsables pour le compte du gouvernement, n'étaient pas déjà au courant lors de ces rencontres du plan destructeur d'emplois concocté par la direction du groupe MREAL.

Les salarié-e-s et leurs organisations syndicales, les populations du secteur qui s'engagent aujourd'hui même dans l'action contre ce plan qui, de fait, condamne à terme le site de production d'Alizay, peuvent compter sur mon soutien. Je l'ai fait publiquement, dans l'hémicycle du conseil régional réuni ce lundi 7 décembre en séance plénière, en soutenant les propositions du collectif et en appelant le conseil régional à prendre les mesures adéquates pour soutenir la filière bois dans son ensemble.

De même ils peuvent compter sur le soutien actif des communistes, des élu-e-s communistes et républicains de notre région, notamment leurs deux députés, leur sénateur et leur député européen qui ne manqueront d'interpeller, à ma demande, une nouvelle fois le gouvernement sur cette question.

Si le gouvernement, ses représentants tel M. Bruno Le Maire persistent dans leur attitude d'accompagnement des plans de casses d'emplois industriels, comme chez MREAL à Alizay, alors il faut qu'ils en assument les conséquences à un moment où ils prétendent annoncer (en février par la voix de leur maître Sarkozy) un plan dit de "réindustrialisation" ! Après la provocation, l'affront, s'ajouterait ainsi l'humiliation, ensemble il est temps de dire à ces gens-là : ça suffit !

Oui, ensemble nous avons les moyens de ne pas les laisser faire et d'affirmer, dans la rue comme dans les urnes, que cette région Haute-Normandie a un avenir industriel, une industrie respectueuse de son environnement, et dans le cas précis d'une exploitation intelligente de nos forêts, une région où les femmes et les hommes qui produisent les richesses doivent être respectés.

Christian JUTEL, pour le groupe communiste du conseiller régional